

**SMIRTOM**

**du SAINT-AMANDOIS**

**COMPTE- RENDU DU COMITE SYNDICAL**

**Séance du 14 mars 2013**

L'an deux mil treize, le 14 mars à 9 heures 30, le comité syndical du SMIRTOM du Saint-Amandois s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, Président.

Date de la convocation : Le 5 mars 2013

Nombre de délégués : 33

Présents : 19

Pouvoir : 0

Absents, excusés : 14

<b>PRESENTS</b>
-----------------

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : madame Laurette DENQUIN, messieurs Charles ADOLPH, Gérard CLEMENT, Bertrand DESNOIX, Bernard JACQUIN, Bernard JAMET ; COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNONBOISCHAUT CHER : messieurs Christian FAUCHER, Jean GUILLOT, Michel DE PAULE ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : messieurs Daniel APIED, Richard KOWALYSZIN, Michel MONSEAU ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES : messieurs Dominique DUBREUIL, Jacky PEDARD ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE : madame Sylvie DERIAUD, monsieur Claude NERMOND ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : monsieur Pierre DUCASTEL ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : monsieur Robert BELLERET ; COMMUNE DE LUGNY CHAMPAGNE : monsieur Régis DU FAYET DE LA TOUR ;

<b>ABSENTS ; EXCUSES</b>
--------------------------

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : madame Edith MICHELIC, monsieur Didier VANDEPORTA ; COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNONBOISCHAUT CHER : monsieur Eric JULLIEN ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES : monsieur Michel LACOMBE ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE : monsieur Philippe AUCLAIR ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : messieurs Jean-Pierre BLEVIN, Olivier HURABIELLE, Michel POUILLARD, Serge LAURENT ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : messieurs Alain LAROCHE, Thierry PORIKIAN ; SIVOM SANCERGUES/SAINT-MARTIN DES CHAMPS : messieurs Jean-Luc CHARACHE, André DELAVault ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS CHARITOIS : monsieur Jacques BRUNET ;

Après constatation du quorum, le président ouvre la séance à 9 heures 30.  
Monsieur Richard KOWALYSZIN est nommé secrétaire de séance.  
Lecture de l'ordre du jour est donnée. Celui-ci est accepté à l'unanimité.

Avant de passer à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour, M. le président adresse ses vœux de bienvenue aux nouveaux délégués et remercie Mme LEJAY de sa participation à cette réunion en sa qualité de chef de poste de la Trésorerie de Saint-Amand-Montrond.

### **DOSSIER N°1**

#### ***VOTE DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 14 décembre 2012***

Il est demandé aux membres du comité syndical de voter le compte-rendu de la séance du 14 décembre 2012.

**Le comité syndical, à la majorité (abstention de Mme DENQUIN, Mme DERIAUD et de Monsieur NERMOND absents à ladite séance) vote le compte- rendu de la séance du 14 décembre 2012.**

### **DOSSIER N°2**

#### ***COMPTE RENDU DES AFFAIRES TRAITEES EN APPLICATION DE LA DELEGATION DU COMITE SYNDICAL AU BUREAU SYNDICAL ET AU PRESIDENT***

Affaires traitées par le bureau syndical :

- Missions spéciales du président et des vice-présidents (Journées et congrès AMORCE , colloque national ADEME)
- Indemnités allouées au nouveau comptable du Trésor
- Demande de subvention à la Région pour acquisition du broyeur
- Détermination des taux de promotion pour les avancements de grade
- Modification de la délibération relative au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale
- Maintien du régime indemnitaire antérieur pour certains agents de la fonction publique territoriale

Affaires traitées par le président :

- Néant

**le comité syndical, à l'unanimité, donne acte au président de cette communication.**

### DOSSIER N°3

#### ***APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2012***

Monsieur le président soumet à l'examen du comité syndical l'approbation du compte de gestion dressé par Madame le receveur-percepteur.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2012 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, celui du passif et l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2012, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Monsieur le président informe que le compte de gestion 2012 établi par Madame le receveur percepteur et par le SMIRTOM du Saint-Amandois fait apparaître un excédent global de 1 380 923,36 € identique à celui du compte administratif.

**Après délibération, le comité syndical déclare à l'unanimité que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2012 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de leur part.**

**DOSSIER N°4**

**COMPTE ADMINISTRATIF 2012**

Le Comité Syndical, réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2012 dressé par Monsieur Bernard JAMET, Président, désigne le 2ème vice-président, Christian FAUCHER et lui donne acte de la présentation du compte administratif 2012, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENTS		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENTS	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENTS	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENTS
<b>COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL</b>						
<i>Résultats reportés 2011</i>		898 911,15	334 438,73			564 472,42
Opérations de l'exercice	7 635 749,45	8 275 854,89	1 332 181,33	1 508 526,83		816 450,94
TOTAUX	7 635 749,45	9 174 766,04	1 666 620,06	1 508 526,83		1 380 923,36
<b>Résultats de clôture 2012</b>		<b>1 539 016,59</b>	<b>158 093,23</b>			<b>1 380 923,36</b>
Restes à réaliser au 31/12/2012			321 139,79	293 997,38	<b>-27 142,41</b>	
TOTAUX CUMULES		1 539 016,59	1 987 759,85	1 802 524,21		<b>1 353 780,95</b>
<b>RESULTATS DEFINITIFS 2012</b>		<b>1 539 016,59</b>	<b>185 235,64</b>			<b>1 353 780,95</b>

Le comité syndical à l'unanimité approuve ce compte administratif.

**DOSSIER N°5**

***AFFECTATION DES RESULTATS***

Après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2012

Considérant

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2012

Constatant que le compte administratif présente les résultats suivants :

	RESULTAT CA 2011	RESULTAT DE L'EXERCICE 2012	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT (invest = cpte 001)	RESTES A REALISER 2012	SOLDE DES RESTES A REALISER	BILAN AVEC LES RESTES A REALISER
INVEST	- 334 438,73 €	176 345,50 €	- 158 093,23 €	321 139,79 € 293 997,38 €	- 27 142,41 €	- 185 235,64 €
FONCT	898 911,15 €	640 105,44 €	1 539 016,59 €			

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement, considérant que le compte d'investissement est positif avec les restes à réaliser, Décide d'affecter le résultat comme suit :

<b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2012</b>	
<b>Affectation obligatoire :</b> A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BS2013 (c/1068)	185 235,64 €
<b>Solde disponible affecté comme suit :</b> Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068) Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)	1 353 780,95 €
<b>Total affecté au c/ 1068 :</b>	185 235,64 €
<b>DEFICIT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2012</b>	
Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement	

Le comité syndical à l'unanimité approuve l'affectation des résultats proposée.

## DOSSIER N°6

### ***PARTICIPATIONS 2013 DES COMMUNAUTES DE COMMUNES***

Une proposition de participations à demander aux communautés de communes établies en fonction des recettes attendues de la redevance pour l'année 2013 est présentée aux membres du comité syndical.

Comme convenu l'année dernière lors de l'établissement des participations 2012, le montant des redevances émises et le montant des participations qui ont été demandées aux communautés de communes pour l'année 2012 ont été comparés.

Il s'avère que le montant des participations demandées est supérieur aux factures émises.

Ce delta a été pris en compte dans le calcul de la proposition de participations à demander aux communautés de communes pour 2013 qui est soumis à l'examen des membres du comité syndical.

**Le comité syndical, à l'unanimité, accepte le montant des participations des communautés de communes pour l'année 2013.**

## DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°7

### ***PERTES IRRECOURVABLES***

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code des impôts,

Monsieur le président expose au comité syndical que Madame le receveur syndical a transmis des états de produits irrécouvrables concernant les redevances pour les ordures ménagères sur les années 2005, 2008, 2009, 2010 et 2011 et demande l'allocation en non valeurs de ces titres,

Vu les motifs portés sur les états et les justifications produites, il est demandé au comité syndical d'admettre en non-valeurs les sommes proposées par le comptable, pour les montants suivants :

Année 2005 :	134,03 €
Année 2008 :	1 090,24 €
Année 2009 :	13 926,22 €
Année 2010 :	175,00 €
Année 2011 :	838,61 €
<b>Total :</b>	<b>16 164,10 €</b>

Ces sommes feront l'objet d'un mandatement sur l'exercice 2013, par imputation sur les crédits prévus à l'article 654.

**Le comité syndical, à l'unanimité, accepte d'admettre en non valeurs les montants proposés.**

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°8**

### ***AVENANT N° 1 AU MARCHE DE TRAITEMENT DES DECHETS ISSUS DES DECHETTERIES (DIB ET GRAVATS INERTES) CONCLU AVEC COVED***

Par marché en date du 25/11/2009, le SMIRTOM du Saint-Amandois a attribué à la société COVED le marché public de «traitement des déchets issus des déchèteries (DIB et gravats inertes) » produits par les habitants du syndicat prenant effet à compter du 01/01/2010 pour une durée globale de 3 ans.

Conformément à l'offre de la société COVED, lesdits déchets sont traités sur l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Maillet « Lieu dit Villeneuve »

Conformément à l'article 266 nonies du Code des Douanes, dans sa dernière rédaction issue de la loi de finances rectificative n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 applicable pour l'année 2010 et non modifiée à ce jour, les installations de stockage faisant l'objet d'une exploitation des casiers en mode Bioréacteur avec captage et réinjection des lixiviats, bénéficient du tarif C.

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) de l'ISDND de Maillet, en date du 16 mars 2006, a été modifié par arrêté complémentaire en date du 7 décembre 2012 pour intégrer ladite valorisation du biogaz en mode bioréacteur.

Ainsi, et en application des règles fiscales indiquées ci-avant, l'installation de Maillet soumise à ce jour au tarif B à 15 euros la tonne, sera soumise, dès l'entrée de la première tonne sur les casiers remplissant les conditions imposées, au tarif C dont le montant est fixé à 10 euros pour l'année 2013, et, sous réserve de modification ultérieure par une nouvelle loi de finances rectificative à 10 euros pour 2014 et 14 euros à compter de 2015.

Afin de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et pouvoir bénéficier de l'application de cette « TGAP modulée » sur la durée du contrat restante, COVED propose au syndicat de modifier le prix unitaire du marché TGAP incluse, sans altérer l'économie globale du marché.

**Après délibération, le comité syndical, à l'unanimité, accepte cette proposition et autorise le président à signer l'avenant à intervenir.**

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°9**

### ***AVENANT N° 4 AU MARCHE DE COLLECTE ET DE TRANSPORT DES ORDURES MENAGERES ET DECHETS ASSIMILES CONCLU AVEC SITA CENTRE***

Pour des raisons de difficultés d'accès ou de préservation de la voirie communale, plusieurs élus se sont manifestés pour demander que certains points de collecte de déchets ménagers ou assimilés soient effectuées au moyen d'une mini benne au lieu d'un gros camion.

Avec les moyens actuels en matériels et en personnels dont dispose la société SITA, il est impossible de répondre à ces demandes.

Toutefois, celle-ci propose d'augmenter le temps de travail consacré à la collecte en mini benne pour permettre l'extension de divers circuits et pouvoir ainsi répondre aux besoins exprimés par les élus.

A cet effet, la société SITA propose un avenant au marché de collecte et de transport des déchets ménagers et assimilés conclu avec le SMIRTOM d'un montant de 20 000 euros par an.

**Le comité syndical, à l'unanimité, approuve le projet d'avenant présenté et autorise le président à le signer.**

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°10**

### ***MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE CONTROLE ET DE GESTION INFORMATISEE DES DECHETTERIES – PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL***

Lors du vote du budget primitif 2013, la mise en place d'un système de contrôle et de gestion informatisée des déchetteries a été inscrite parmi les opérations d'investissement prévues par le syndicat.

Il s'agit à la fois d'avoir une politique incitant la réduction des déchets mais aussi de répondre aux exigences des lois Grenelle et des filières REP pour différencier les usagers particuliers des professionnels.

Le syndicat se propose de doter l'ensemble des usagers d'un badge ou carte d'accès pour les déchetteries. Ce badge ou carte en fréquence 13,56 khz sera identique à ceux déjà mis en place pour les habitants du Vernet.

Une console à l'entrée des déchetteries permettra d'identifier et d'autoriser les particuliers et les professionnels à déposer.



Pour les professionnels, un seuil d'entrées gratuites par an pourrait être fixé ainsi qu'une tarification pour les apports supplémentaires. Au-delà des seuils définis, les dépôts seraient facturés par dépôt.

Les dépôts restent limités à 1m<sup>3</sup> par jour pour tous les flux exceptés les déchets verts ligneux qui peuvent être déposés sur la plateforme en ne générant pas de gêne au fonctionnement.

Les badges seront gérés sur la base de données du SMIRTOM, les accès supplémentaires seront facturés annuellement sur l'année N+1 ou à l'occasion de la clôture du contrat.

L'outil de contrôle, d'analyse de gestion des déchetteries permettra de se préparer aux conditions drastiques de gestion des déchetteries du futur.

La recherche du système le plus adapté est en cours préalablement au lancement d'une consultation d'entreprises susceptibles de fournir ce matériel.

Il convient toutefois d'établir le plan de financement prévisionnel de cette opération.

Compte tenu des subventions qui pourraient être octroyées par l'ADEME et le Conseil Général, celui-ci s'établit comme suit :

Coût prévisionnel de l'opération : 156 000 € HT

ADEME (30 %) : 46 800 €

Conseil Général (30%) : 46 800 €

Fonds propres : 62 400 €

**Le comité syndical, à l'unanimité, approuve ce plan de financement et autorise le président à solliciter les subventions auprès de l'ADEME et du Conseil Général.**

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°11**

### ***QUESTIONS ET AFFAIRES DIVERSES***

#### **1- Prochaine réunion du comité syndical**

Si les travaux d'aménagement d'une salle de réunion sont terminés, la prochaine réunion du comité syndical aura lieu dans les locaux du syndicat à Drevant. L'inauguration des conteneurs enterrés situés au Vernet à Saint-Amand-Montrond pourrait être réalisée le même jour.

#### **2- Avancement des travaux d'aménagement d'une déchetterie sur la commune de Drevant**

Les services du Conseil Général viennent de confirmer la réalisation des travaux de réalisation d'un tourne à gauche pour accéder à la future déchetterie. Ceux-ci pourraient débuter en septembre pour une durée de deux mois.

Il convient toutefois que le syndicat dépose un permis de construire et engage la procédure d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

S'agissant du financement de cet équipement, les services du Conseil Général demandent, en application des dispositions de l'article L 332-8 du code de l'urbanisme, une participation du syndicat à hauteur de 66 000 euros. Cette participation figurera au permis de construire.

### **3- Problèmes de collecte en cas d'intempéries**

M. Belleret demande qu'en cas de problèmes ou de retard rencontrés par la société SITA pour assurer la collecte, les maires et les communautés de communes soient informés pour répondre aux demandes des usagers.

### **4- Championnats de France de cross country**

M. GUILLOT , remercie le SMIRTOM de sa participation à cette manifestation qui a permis de gérer dans les meilleures conditions la production de déchets.

La séance est levée à 10 heures 45.

Le président,

Bernard JAMET